

Les mobilisations de la société civile syrienne face à une transition incertaine

Publié: 27 mars 2025, 17:01 CET

Valentina Napolitano

Sociologue, chargée de recherche à l'IRD (LPED/AMU), spécialiste des questions migratoires et des conflits au Moyen-Orient, Institut de recherche pour le développement (IRD)

DOI

<https://doi.org/10.64628/AAK.k3v6pf6yu>



Des représentants de la société civile syrienne réfléchissent à des stratégies pour s'assurer que leur pays ne retourne pas à l'autoritarisme, dans une scène inimaginable sous le régime du président Bachar al-Assad, dans la cour d'une maison traditionnelle du vieux Damas, le 6 janvier 2025. Depuis que les rebelles islamistes ont chassé le dirigeant historique le mois dernier, les espaces publics de la capitale syrienne sont animés par des réunions de la société civile qui étaient auparavant interdites. Les militants en exil sont revenus dans le pays pour la première fois depuis des années, ce qui a souvent donné lieu à des retrouvailles émouvantes avec des amis restés au pays pendant la guerre civile. Louai Beshara/ AFP

En ce mois de mars, la population syrienne a fêté pour la première fois l'anniversaire du début de la révolution contre le régime. Toutefois, cinq mois après la chute de Bachar al-Assad, le nouveau régime inquiète bon nombre d'habitants. Dans un climat plus qu'incertain, certains Syriens qui avaient fui la guerre sont rentrés pour tenter de participer à la reconstruction du pays, mais la tâche est colossale et leurs efforts sont souvent entravés par le nouveau pouvoir.

Au lendemain de la chute du régime le 8 décembre 2024, consécutive à l'opération militaire éclair menée par les troupes d'Ahmed al-Charaa, des foules en liesse se rassemblaient dans l'ensemble des villes et des villages syriens, ainsi que dans les pays étrangers où des millions de personnes ont fui au cours des années précédentes.

Trois mois plus tard, de nouveaux rassemblements eurent lieu pour commémorer le début de la révolution contre le pouvoir despotique des Assad en 2011 ; mais, cette fois, la joie des participants, nettement moins nombreux, était bien plus mesurée. Le contexte était il est vrai particulièrement pesant : la période a été marquée par des affrontements violents entre des éléments de l'ancien régime et des membres des forces de sécurité du nouveau, qui ont eu lieu à Homs et sur la côte syrienne, principalement habitée par des populations alaouites, communauté dont est issu le président déchu, et qui ont fait près de 1400 victimes, dont de nombreux civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Dans cette Syrie post-Assad, les actualités politiques s'enchaînent à un rythme effréné. Une controversée déclaration constitutionnelle vient d'être signée, précédée par une conférence de dialogue national, peu inclusive et organisée dans la précipitation, ainsi que par des accords conclus avec les représentants des communautés kurdes et druzes sur la gestion de leurs territoires, sur fond de tensions régionales avec Israël et le Liban.

Du lundi au vendredi + le dimanche, recevez gratuitement les analyses et décryptages de nos experts pour un autre regard sur l'actualité. Abonnez-vous dès aujourd'hui !

Parallèlement, les initiatives émanant de la société syrienne se multiplient. Pour de nombreux Syriens, elles sont d'ailleurs le seul espoir de pouvoir contribuer activement à la reconstruction politique, socio-économique, matérielle et culturelle du pays. Elles proviennent essentiellement du tissu associatif, qui au cours de ces 14 années de révolution et de guerre, a continué à travailler dans la clandestinité à l'intérieur du pays ou qui était contraint à se réorganiser en exil. Elles puisent aussi dans des réseaux politiques et sociaux plus anciens. La réorganisation de ce tissu associatif, au croisement entre les différents territoires à l'intérieur de la Syrie et en exil, constitue un enjeu majeur de cette période post-Assad.

S'emparer des espaces publics, promouvoir le dialogue et la paix civile

Ce qui est frappant dans cette Syrie libérée de 54 ans d'un régime tortionnaire, c'est surtout la liberté d'expression retrouvée dans les espaces publics, où auparavant régnaient la peur et la crainte mutuelle. Chaque jour, à Damas et dans d'autres villes du pays, des débats, des ciné-clubs, des formations et des distributions d'aides sont organisés.

Ainsi, le Rassemblement civil de Jaramane, né après la chute du régime par des citoyens et des activistes dans le domaine de l'information et de l'aide humanitaire dans cette ville située au sud-est de Damas, a pour objectif de créer un espace de débat posant les bases d'un État civil fondé sur la citoyenneté et non sur des appartenances confessionnelles ou ethniques. Cette question est centrale alors même que le débat public sur le futur de la Syrie se construit autour de catégories de pensée, telles celles de « communauté » ou de « minorité », imposées autant par l'ancien régime que par les acteurs étrangers, et réitérée par l'actuel pouvoir. Or ces catégories de pensée doivent au contraire être dépassées afin de souder un nouveau pacte social fondé sur les droits et la justice.

Manifestation organisée à Damas le 7 février 2025 et demandant l'organisation de la Conférence de dialogue national. Valentina Napolitano, Fourni par l'auteur

Sur la pancarte : « La vraie Conférence nationale protège les acquis de la révolution pour la liberté et la dignité », 7 février 2025, Damas. Valentina Napolitano, Fourni par l'auteur

Le Rassemblement civil a organisé plusieurs manifestations, notamment pour réclamer la tenue d'une conférence de dialogue national et pour s'opposer aux exactions commises par l'État d'Israël, qui bombarde périodiquement le territoire syrien, a avancé ses troupes au-delà de la ligne d'armistice de 1974, et cherche à alimenter les divisions de la société en s'érigeant comme un défenseur des droits des minorités. Une autre action de protestation a été organisée en opposition au licenciement de centaines d'employés du secteur public.

L'association Notre début (*Bidayetna*) s'est elle aussi structurée autour de militants des droits humains et d'intellectuels. Elle se veut un espace de débats sur la question de la paix civile (*al-selm al-ahlī*). Les conférences publiques qu'elle organise à Damas, Homs et Idleb ont pour objectif de construire un dialogue avec d'autres composantes sociales du pays, en dehors des milieux intellectuels de la capitale, sur la question de la justice transitionnelle, sur le cas des prisonniers et des disparus, ou encore sur les fondements de la nouvelle constitution.

« Cette période doit être la période du politique à proprement parler », explique un des fondateurs de l'initiative, « car le régime déchu pensait que seuls ses soutiens étaient des citoyens. Tous les autres n'avaient pas le droit d'exister ! » Cette organisation souhaite favoriser un nouveau rapport à la citoyenneté parmi les Syriens et les Syriennes : son but est d'écouter et de récolter leurs idées.

Cette liberté d'expression retrouvée dans les espaces publics reste néanmoins fragile et soumise à de fortes tensions. Des hommes armés surveillent toujours les places et les rues. Ils dispersent régulièrement les rassemblements, prétextant la présence de potentiels éléments perturbateurs affiliés à l'ancien régime.

La marche silencieuse organisée à Damas le 9 mars pour appeler le gouvernement à déclarer un deuil national en mémoire des victimes alaouites des massacres des jours précédents a été dispersée par des tirs de sommation après des affrontements violents ayant opposé ses participants à ceux d'une contre-manifestation hostile aux alaouites.

D'autres réunions publiques organisées autour de la question de la justice transitionnelle — notamment par le groupe de travail incluant Syrian Archives et le Centre syrien pour les études et les recherches juridiques, deux organisations qui documentent les violations de droits de l'homme, promeuvent les principes de justice et défendent les victimes — ont été annulées sans explication par les autorités syriennes.

C'est tout le paradoxe de la période actuelle : l'effervescence est réelle mais la liberté d'expression est entravée, l'État de droit n'est pas encore rétabli et les blessures de la guerre demeurent ouvertes.

La justice transitionnelle au cœur des mobilisations collectives

Depuis la chute du régime, la justice transitionnelle est un préalable indispensable : d'une part, pour tourner la page d'un passé sombre marqué par la répression ; d'autre part pour fonder les bases du futur pacte social entre tous les habitants de la Syrie.

Durant les années de guerre, alors qu'aucune transition politique ne semblait se profiler, la question était déjà investie par les Syriens en exil qui, face à l'impossibilité d'accéder à la Cour pénale internationale, ont commencé à explorer le principe de compétence universelle et des voies alternatives pour la justice. Des plaintes ont été déposées en Allemagne, en Autriche, en Suède, en Norvège et en France, et ont débouché sur la délivrance de mandats d'arrêt contre plusieurs hautes personnalités des services de renseignement syriens, dont deux — le colonel Anwar Raslan, responsable de la section investigation, et Eyad al-Gharib, officier de renseignement au sein de la redoutée branche 251 — ont été arrêtées en Allemagne.

Les Syriens se sont organisés principalement autour d'associations de victimes telles que *Families for Freedom*, l'association de familles Caesar, ou encore la coalition des familles de personnes kidnappées par l'État islamique.

Depuis décembre dernier, ces organisations, auparavant actives à l'étranger ou dans la clandestinité, se sont mobilisées à l'intérieur de la Syrie. La place al-Marjeh, dans le centre de Damas, est devenue dès le lendemain de la chute du régime un lieu de rencontre des mères des personnes disparues, qui espéraient pouvoir retrouver leurs proches suite à l'ouverture des prisons. Les photos des disparus ont été collées autour de l'obélisque et ailleurs dans la ville.

Photos de disparus sur la place al-Marjeh, Damas, février 2025. Valentina Napolitano, Fourni par l'auteur

Photos de disparus dans la vieille ville de Damas, février 2025. Valentina Napolitano, Fourni par l'auteur

Les familles se sont aussi organisées autour d'une « Tente de la Vérité » (*Khaymet al-haqiqa*), qui a pour objectif de collecter des documents et de mettre en contact les familles des victimes dans différents quartiers et villes de Syrie afin de faire pression sur l'actuel gouvernement pour qu'il mette en œuvre un véritable processus de justice transitionnelle concernant l'ensemble de parties en conflit, dont les groupes qui actuellement gouvernent le pays.

Depuis la rencontre d'Al-Charaa avec les familles des victimes au Palais présidentiel et l'annonce, dans le cadre de la déclaration constitutionnelle, de la création d'un organisme qui serait directement en charge de la justice et de la question des prisonniers et des disparus, aucune avancée réelle n'a eu lieu. La préservation des documents, des preuves et des restes humains retrouvés dans les prisons et les fosses communes demeure un élément essentiel des revendications de ce collectif.

Rassemblement organisé à Jaramane par les familles des disparus autour de la « Tente de la Vérité », 13 février 2025. Valentina Napolitano, Fourni par l'auteur

Après l'exil, le retour pour reconstruire

Autre élément remarquable de cette période : le retour en Syrie de nombreux activistes qui avaient été contraints à s'exiler. Ils sont rentrés pour poursuivre sur place leur action en matière d'information, de plaidoyer et d'aide humanitaire. Après plus d'une décennie d'absence, ces Syriens sont revenus dans leurs villes et villages d'origine afin de retrouver leur proches mais aussi pour contribuer à la reconstruction du pays et à l'organisation de l'aide aux très nombreuses personnes dans le besoin : la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Bareeq for education and developpement fondée en 2015, à Amman, en Jordanie, par des Syriens installés entre la Jordanie et les pays du Golfe, proposait aux réfugiés syriens des cours de soutien scolaire et d'alphabétisation ainsi que des formations professionnelles. Elle a récemment entamé des activités en Syrie à travers le financement de bourses d'étude et de micro-projets professionnels.

« C'est ma vie » (*Hadhihi hayati*), autre organisation caritative créée à l'initiative d'un entrepreneur syrien en Jordanie, qui dès 2012 fournissait de l'aide à des enfants et à des familles syriennes réfugiées dans le camp de Zaatari, en Jordanie, ainsi que dans la région d'Idleb, s'est aussi empressée d'organiser des campagnes de distribution de produits de première nécessité dans l'ensemble du pays.

Tout ce tissu associatif, entre l'intérieur de la Syrie et les territoires où les Syriens ont migré, représente une ressource importante pour la reconstruction du pays. Mais les sanctions économiques, toujours en vigueur, entravent les flux monétaires. Et les politiques migratoires restrictives risquent de décourager la coopération entre Syriens de l'intérieur et de l'extérieur, alors même que ces derniers peuvent perdre les droits acquis dans les pays hôtes.

La capacité de la société syrienne en exil à investir à nouveau le terrain dans son pays d'origine est surtout liée à la réglementation que le nouveau pouvoir de Damas adoptera pour encadrer ses organisations. Pour le moment, certaines organisations créées à l'étranger préfèrent conserver un statut d'organisation internationale. D'autres ne souhaitent pas être enregistrées, pour ne pas se soumettre au contrôle des autorités actuelles.

Jusqu'à présent, le pouvoir ne fait guère d'efforts pour intégrer l'ensemble des composantes de cette société civile qui s'est structurée au cours des dernières années. Une partie marginale d'entre elles ont été invitées à prendre part à la conférence de dialogue national organisée le 25 février dernier, dont les résultats ont été largement décevants.

Alors que les initiatives de la société civile syrienne se multiplient, témoignant des transformations sociales majeures et de l'héritage des années de la révolution et de la guerre, et contribuant à alimenter le débat démocratique dans un pays libéré de 54 ans d'autoritarisme, la capacité de ces groupes à réellement œuvrer pour la reconstruction de la Syrie reste suspendue à des contraintes internes et externes qui pour le moment les dépassent.